

Liste des objets en suspens

Etat au 15 décembre 2010

DEPARTEMENT DE LA SECURITE ET DE L'ENVIRONNEMENT

	Objets	Commentaire
1.	(253) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 28 février 1956 sur les communes et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Marc Vuilleumier demandant que les titulaires d'un permis C puissent exercer le métier de policier dans le Canton de Vaud	2^{ème} débat
2.	(302) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Valérie Schwaar et consorts au sujet des zones à faibles émissions polluantes contre les particules fines	RC ok
3.	(313) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Béatrice Métraux et consorts concernant Eole dans le Gros de Vaud et Réponse du Conseil d'Etat à l'Interpellation Cesla Amarelle et consort demandant des clarifications concernant l'implantation de parcs industriels éoliens dans l'Arc jurassien	Séance de commission le 24.09.10 En attente d'une nouvelle séance de commission
4.	(325) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Patrick de Preux et consorts intitulé - Lausanne capitale de la neige en toutes saisons	RC ok
5.	(10_MOT_108) Motion Philippe Ducommun et consorts au sujet de la protection des femmes battues	Séance de commission le 04.10.10 Rapport en attente, F. Freymond Cantone
6.	(10_POS_175) Postulat Michèle Gay Vallotton et consorts relatif à l'évolution des procédés et des coûts de l'élimination et de la valorisation des déchets	RC ok
7.	(10_POS_202) Postulat Florence Golaz et consorts demandant au Conseil d'Etat une planification du développement des structures d'accueil de l'enfance pour le personnel de l'Etat	RC maj. + min. ok
8.	(10_POS_211) Postulat Olivier Epars et consorts contre l'assèchement estival des cours d'eau	Séance de commission le 06.12.10
9.	(10_POS_217) Postulat Jacques Perrin et consorts pour la création d'une coopérative solaire permettant d'encourager la pose de capteurs photovoltaïques (10_MOT_115) Motion Bertrand Clot et consorts demandant de légiférer en vue de l'implantation d'éoliennes sur le territoire vaudois et de prévoir une loi spécifique pour la construction d'éoliennes	Séance de commission le 17.01.11

	Objets	Commentaire
10.	(10_INT_356) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Cesla Amarelle demandant au Conseil d'Etat de mettre enfin un terme à son attentisme en matière de discriminations salariales envers les femmes	
11.	(10_INT_364) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Martinet concernant l'avenir de la filière de la biométhanisation	
12.	(10_INT_380) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Reymond - Arboretum du Vallon de l'Aubonne "sa mission est en danger"	
13.	(10_INT_404) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Olivier Epars sur la contamination de la haute Venoge, voire d'autres rivières vaudoises	
14.	(09_INT_308) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Véronique Hurni concernant l'huile de palme dans l'alimentation et ses risques pour la santé	
15.	(10_INT_399) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Raphaël Mahaim et consorts au nom du groupe des Verts concernant la position du Conseil d'Etat au sujet de l'implantation d'une antenne de 25 mètres au sommet du Mont-Tendre et Réponse du Conseil d'Etat à la résolution Raphaël Mahaim et consorts concernant l'implantation d'une antenne au sommet du Mont-Tendre (10_RES_037)	
16.	(10_INT_391) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Fabienne Despot : Schengen, bénéfice ou désastre?	
17.	(10_INT_400) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Yves Ferrari et consorts - Nucléaire : la Suisse, les Vaudois et le Conseil d'Etat	
18.	(10_INT_409) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Dolivo et consorts au nom des groupes AGT, SOC et VER - Qui contrôle les fiches cantonales, quel type de renseignements y figure et quelle utilisation en est-il faite ?	
19.	Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations : - Pierre Guignard concernant la protection de la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU: entre l'armée ou la police, il faut choisir! (10_INT_367) et - Gloria Capt - Opération Mac Donald ou Burger King ? (10_INT_433)	<i>Pas encore le bon texte</i>

	Objets	Commentaire
20.	<p>(319) Exposé des motifs et projet de loi sur les écoles de musique et</p> <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la motion Jean-Yves Pidoux et consorts demandant l'élaboration d'une loi sur les écoles de musique - sur le postulat Pierre Salvi demandant au Conseil d'Etat de présenter un rapport sur la politique culturelle et un projet de loi visant à reconnaître, tout en le clarifiant, le rôle de l'Etat dans la politique de formation musicale du canton - sur le postulat Xavier Koeb demandant au Conseil d'Etat d'établir des règles afin d'harmoniser les salaires et les couvertures sociales des enseignants de musique dans le canton - sur le postulat Olivier Feller au nom du groupe radical visant à stabiliser les subventions cantonales versées aux conservatoires et écoles de musique - sur le postulat Raphaël Mahaim et consorts visant à dégager des pistes pour faire aboutir les négociations avec les communes dans le cadre de l'élaboration de la loi sur les écoles de musique et <p>Réponses du Conseil d'Etat au Grand Conseil les interpellations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arthur Durant et consorts concernant les écoles de musique non-membres de l'AVCEM (Association vaudoise des conservatoires et écoles de musique) - Josiane Aubert "Loi vaudoise de soutien à la formation musicale non professionnelle : faudra-t-il attendre les calendes grecques ?" - Jean-Marie Surer au nom du centre-droite vaudois "La loi sur les écoles de musique : quels moyens pour sortir de l'impasse ?" - sur la pétition "Réajustement de la subvention cantonale pour les écoles de musique" 	<p><i>Dernière séance de commission le 25.01.11</i></p>
21.	<p>(324) Exposé des motifs et projet de décret autorisant le Conseil d'Etat à ratifier l'Accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études</p>	<p><i>CTAFE</i> <i>Séance de commission le 02.11.10</i> <i>Rapport en attente</i> <i>L. Wehrli</i></p>
22.	<p>(340) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Catherine Roulet demandant la suppression des distributeurs de boissons sucrées et encas sucrés et gras dans les écoles vaudoises, afin de préserver la santé des enfants et adolescents</p>	<p><i>Séance de commission le 13.01.10</i></p>
23.	<p>(346) Exposé des motifs et projet de décret fixant la contribution-socle des communes au budget annuel de la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (2011 et 2012)</p>	<p><i>RC ok</i></p>
24.	<p>(347) Exposé des motifs et projet de décret autorisant l'institution "Orphelinat Desponds-Montagnon" à vendre son domaine principalement à un agriculteur ainsi qu'à l'Etat de Vaud, et prononçant la dissolution de l'institution dont la fortune sera intégralement versée au Fonds pour la protection de la jeunesse et en faveur de l'enfance malheureuse et abandonnée</p>	<p><i>Séance de commission le 21.12.10</i></p>

	Objets	Commentaire
25.	(09_MOT_084) Motion Cesla Amarelle au nom du groupe socialiste demandant l'harmonisation des tarifs des frais de garde au sein des structures d'accueil de jour affiliées à FAJE par l'instauration d'un taux d'effort pour l'ensemble des réseaux LAJE	RC maj. + min. ok
26.	(10_MOT_111) Motion Nuria Gorrite et consorts demandant que l'Etat de Vaud finance la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) de façon équitable, transparente, lisible dans la durée et conforme aux engagements pris	RC ok
27.	<p>(336) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative populaire « Ecole 2010 : sauver l'école », et</p> <p>Exposé des motifs et projet de loi sur l'enseignement obligatoire et</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet de décret ordonnant la convocation des électeurs aux fins de se prononcer sur - l'initiative populaire « Ecole 2010 : sauver l'école » et sur - la loi sur l'enseignement obligatoire (contre-projet du Conseil d'Etat), et <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les motions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Doris Cohen-Dumani et consorts concernant les horaires préscolaires et scolaires et l'accueil des écoliers - Odile Jaeger Lanore pour une scolarisation obligatoire dès l'école enfantine - Rémy Pache et consorts visant à la modification de la loi scolaire, art. 47 - Jean-Marie Surer et consorts au nom des groupes radical, libéral et UDC – Pour davantage de respect et de sérénité au sein de l'école publique, et <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fabienne Freymond-Cantone pour que l'Etat contribue à l'harmonisation des horaires scolaires (motion transformée en postulat) - Francis Thévoz pour une généralisation de l'apprentissage de l'anglais - Catherine Labouchère et consorts demandant un accès au « Bilinguisme pour tous » - Marcel-David Yersin et consorts pour des degrés 7/8/9 de la scolarité obligatoire à deux voies de formation - Fabienne Freymond-Cantone pour promouvoir la filière maths-sciences-techniques dans le canton de Vaud - Christine Chevalley et consorts au nom des groupes radical, libéral et UDC – La transparence sur l'école actuelle et sur celle de demain : un préalable indispensable à toute réforme du système scolaire vaudois, et <p>Réponse du Conseil d'Etat au Grand Conseil aux interpellations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pierre-Yves Rapaz relative à l'application du 1^{er} alinéa de l'article 5 de la loi scolaire du 12 juin 1984 - Nicolas Morel relative au contrôle des établissements d'enseignement privés, et <p>Réponse du Conseil d'Etat au Grand Conseil à la détermination suite au rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Philippe Paréaz visant à modifier la LS afin de permettre aux autorités scolaires de mieux prévenir, lutter et sanctionner les actes de violence qui peuvent se produire dans le milieu scolaire</p>	Dernière séance de commission le 22.01.11

	Objets	Commentaire
28.	(10_MOT_116) Motion Claude-Eric Dufour et consorts demandant une loi spécifique concernant l'accueil parascolaire	CTPOF Séance de commission le 10.02.11
29.	(10_POS_158) Postulat Cesla Amarelle au nom du groupe socialiste pour une réalisation rapide de l'article 63a de la Constitution. Obligation pour les communes d'organiser un accueil parascolaire	RC ok
30.	(09_POS_161) Postulat Claudine Wyssa et consorts au nom des groupes radical et libéral pour que l'accueil parascolaire ne subisse pas le même sort que les écoles de musique et demandant de donner le lead aux communes vaudoises	RC ok
31.	(10_POS_206) Postulat Michel Miéville et consorts intitulé rendre les parents négligents aussi responsables (10_POS_210) Postulat Michel Miéville et consorts - Le passé violent des élèves doit être connu des autorités scolaires	Séance de commission le 03.12.10
32.	(10_INT_389) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Bertrand Clot et consorts intitulée "Dispositif anticyclique vaudois : prime au contrat d'apprentissage"	
33.	(10_INT_396) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alette Rey-Marion - Accueil de jour, une pression supplémentaire sur les finances publiques vaudoises à partir de 2011	

	Objets	Commentaire
34.	(309) Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du à la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion des députés Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler" - Régler la question une fois pour toutes.	2^{ème} débat <i>(lié au rapport compl. 384)</i> En attente d'un rapport complémentaire du CE Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
35.	(384) Rapport complémentaire à l'Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du..... A la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion du député Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite " Metzler " - Régler la question une fois pour toutes.	RC maj. + min. ok Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
36.	(375) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les requérants d'asile déboutés qui n'ont pas été mis au bénéfice d'une admission provisoire dans le cadre de l'examen de leur situation sous l'angle de la circulaire du 21 décembre 2001 et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : Gérard Bühlmann, Georges Glatz, Michèle Gay Vallotton et Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations : Jean-Yves Pidoux, Josiane Aubert, Nicolas Mattenberger, Jaqueline Bottlang-Pittet, Mireille Aubert, Anne Weill-Lévy, Roger Saugy, Michèle Gay Vallotton, Rauger Saugy et Réponse du Conseil d'Etat à la question Massimo Sandri, à la pétition de la Coordination Asile contre les renvois des 523 requérants, à l'appel des professionnels de la santé en faveur des requérants déboutés.	RC maj. + min. ok Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
37.	(63) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'EMPD créant le décret du ... à la suite du renvoi au Conseil d'Etat sur la motion Serge Melly (05_MOT_095) et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler". Régler la question une fois pour toutes (2ème rapport complémentaire)	RC ok Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
38.	(231) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Sandrine Bavaud et consorts pour que le canton mette fin à l'isolement, voire à l'exploitation, des femmes sans-papiers travaillant dans l'économie domestique	RC maj. + min. ok
39.	(282) Exposé des motifs et projet de lois : - sur le financement des formations politiques (motion Montangero) et - modifiant la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques (contre-projet du Conseil d'Etat à la motion Montangero) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Stéphane Montangero et consorts visant à modifier la loi sur l'exercice des droits politiques en introduisant les notions de transparence des coûts et de plafonnement des dépenses électorales pour les campagnes politiques	Séance de commission le 25.01.11

	Objets	Commentaire
40.	<p>(160) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les mesures tutélaires dans le canton de Vaud et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Christiane Rithener et consorts demandant au Conseil d'Etat d'améliorer et faciliter la gestion des mandats des tuteurs et curateurs - Jean-Paul Dudt et consorts « Pour que dans le canton de Vaud plus aucun tuteur ou curateur ne soit désigné contre son gré » et Réponse du Conseil d'Etat sur la pétition « Non aux tutelles et curatelles imposées aux tutelles et curatelles imposées OUI à un meilleur soutien aux tuteurs/trices et curateurs/trices volontaires » <p>(09_MOT_066) Motion Filip Uffer et consorts intitulée - Etre nommé tuteur ou curateur en étant soutenu par l'Etat de manière efficace et désigné de manière équitable</p> <p>(09_MOT_067) Motion Jean Christophe Schwaab et consorts pour une désignation des tuteurs et curateurs claire, transparente et équitable</p> <p>(09_INI_017) Initiative Christiane Jaquet-Berger et consorts demandant de ne pas imposer des curatelles à des citoyens sans leur accord explicite</p>	<i>Nouvelle date de séance de commission à fixer</i>
41.	<p>(297) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Maximilien Bernhard et consorts pour que la prise de données biométriques se fasse dans les préfectures</p>	<i>Séance de commission le 28.05.10 Travaux suspendus dans l'attente d'une prise de position du CE / G. Poncet</i>
42.	<p>(330) Exposé des motifs et projet de loi sur la haute surveillance du Tribunal cantonal et projets de lois</p> <ul style="list-style-type: none"> - modifiant la loi sur le Grand Conseil - modifiant la loi d'organisation judiciaire et <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à la motion Anne Baehler Bech demandant une loi d'application de l'article 135 de la Constitution vaudoise</p>	<i>Séance de commission le 20.12.10</i>
43.	<p>(338) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative constitutionnelle Cesla Amarelle modifiant l'art. 144 Cst-VD (mode d'élection des conseils communaux)</p> <p>(350) Exposé des motifs et projet de décret complémentaire ordonnant la convocation des électeurs - Initiative constitutionnelle Cesla Amarelle et consorts demandant une modification de la Constitution du Canton de Vaud aux fins d'y modifier l'article 144 alinéa 3 (Composition et organisation du Conseil communal)</p>	<i>Séance de commission le 21.01.11</i>
44.	<p>(344) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative populaire cantonale "Vivre et voter ici – Droits politiques des étrangères et des étrangers sur le plan cantonal" et sur sa validité et</p> <p>Projet de décret constatant la validité de cette initiative et ordonnant la convocation des électeurs pour se prononcer sur cette initiative</p>	<i>Séance de commission le 25.11.10</i>

	Objets	Commentaire
45.	(348) Exposé des motifs et projets de lois : - sur l'archivage (LARCH) et - modifiant la loi du 19 septembre 1978 sur les activités culturelles	Séance de commission le 07.02.11
46.	(349) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Mireille Aubert et consorts tendant à l'instauration d'un pacte civil de solidarité (PACS) cantonal	CTPOF Séance de commission le 24.01.10
47.	(09_INI_021) Initiative législative de la Commission de gestion rédigée en termes généraux consistant à proposer une révision partielle des articles 10, 39, 49, 50 et 76 de la loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007 ainsi que des articles correspondants de son règlement d'application du 29 mai 2007, en vertu de l'article 111 de la Constitution vaudoise du 14 avril 2003 (10_INI_034) Initiative législative rédigée en termes généraux consistant à proposer une révision partielle de la loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007 en vertu de l'article 111 de la Constitution vaudoise du 14 avril 2003	EMPL de la commission reçu CTMOP Séance de commission le 12.01.11
48.	(10_MOT_092) Motion Jean Christophe Schwaab et consorts intitulée Le vote électronique est dangereux pour la démocratie	RC maj. + min. ok
49.	(10_MOT_105) Motion Bernard Borel et consorts pour une élection au Grand Conseil réellement représentative et proportionnelle	RC maj. + min. ok
50.	(10_MOT_094) Motion Sandrine Bavaud au nom du groupe des Verts pour une juste reconnaissance des initiatives populaires cantonales	RC ok
51.	(10_MOT_114) Motion Cesla Amarelle et consorts au nom du groupe socialiste demandant un base légale cantonale régissant les mesures en établissement fermé (art. 59 al. 3 et 64 al. 4 CP)	Séance de commission le 27.01.11
52.	(10_POS_180) Postulat Mireille Aubert et consorts demandant la mise en place d'un plan d'action cantonal contre la mendicité en compagnie de mineurs	RC maj. + min. ok
53.	(10_POS_190) Postulat Anne Papilloud et consorts concernant la politique carcérale pour le canton	RC ok
54.	(10_PET_052) Pétition de soutien à la famille Kamishi-Uksmajmli	RC ok
55.	(10_PET_054) Pétition demandant de surseoir aux renvois des familles R. Hailat et J. Assefa	RC ok
56.	(09_INT_247) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Dolivo au sujet de la discrimination dans l'accès aux subsides pour l'assurance-maladie	
57.	(09_INT_304) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Martinet au nom du Groupe des Verts concernant le renvoi manu militari d'un requérant d'asile mineur non accompagné	
58.	(10_INT_344) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Serge Melly au sujet des divers problèmes générés par les accords Dublin II	

	Objets	Commentaire
59.	(09_INT_307) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Pierre Guignard demandant au Conseil d'Etat quelles mesures prend le Canton de Vaud pour éliminer le téléphone mobile et les jeux vidéos violents ainsi que pour limiter l'utilisation d'internet	
60.	(09_INT_318) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero demandant si les accords de Dublin obligent à renvoyer les requérants d'asile en pyjama et où est le respect des droits humains sur vol vaudois	
61.	(09_INT_320) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Roger Saugy demandant au Conseil d'Etat s'il entend chercher de nouvelles solutions permettant de réduire l'impunité de certaine catégorie d'usagers des transports publics voyageant sans titre de transports.	
62.	(10_INT_347) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Ducommun, pourquoi le Département vaudois de la formation, de la jeunesse et de la culture soutient-il une violation des lois sur le travail?	
63.	(10_INT_351) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Bernard Borel et consort : Longs emprisonnements administratifs et renvois impossibles. L'absurdité de la politique du Conseil d'Etat	
64.	(10_INT_353) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Ducommun intitulée EVAM - bref état des lieux après 2 ans de fonctionnement	
65.	(10_INT_325) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Luc Chollet concernant l'agression gratuite de deux jeunes adolescents à Lausanne et demandant sur quels critères objectifs agit la Justice vaudoise	
66.	(10_INT_355) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Pierre-Yves Rapaz intitulée Politique cantonale de l'asile à l'aune des nouvelles dispositions fédérales, quelle marge de manoeuvre pour en limiter les effets sur les finances cantonales et communales	
67.	(10_INT_368) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Dolivo et consort concernant les migrantes, victimes de violence conjugale, renvoyées dans leur pays d'origine: le gouvernement vaudois renie-t-il ses engagements récents?	
68.	(10_INT_372) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Brélaz relative aux sans-papiers : les directives de l'ODM sont-elles respectées par la Direction générale de l'enseignement post-obligatoire?	
69.	(10_INT_369) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Eric Bonjour concernant la politique des clandestins "Ne pas faire ignorer à la main droite ce que fait la main gauche"	
70.	(10_INT_373) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Ducommun - Que sont devenus les 25 Roms pris en charge par le Centre de requérants à Vallorbe, le 28 octobre 2009?	

	Objets	Commentaire
71.	(10_INT_375) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Brélaz - Violation du secret d'enquête suite au décès d'un détenu à Bochuz : le Conseil d'Etat envisage-t-il de porter plainte ?	
72.	(10_INT_379) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Cesla Amarelle au nom des groupes SOC, Verts et AGT demandant une enquête indépendante concernant l'affaire Skander Vogt	
73.	(10_INT_358) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Fabienne Despot intitulée Media et monde judiciaire s'imbriquent-ils pour le bien du justiciable ?	
74.	(10_INT_395) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Brélaz - Combien de sans-papiers dans le registre des contribuables ?	
75.	(10_INT_394) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Anne Baehler Bech - Prélèvement de l'impôt à la source sur le forfait d'entretien des requérants d'asile au bénéfice d'un permis provisoire ou comment décourager un requérant d'asile à prendre un emploi	
76.	(10_INT_397) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Michael Buffat - L'application de l'aide d'urgence a-t-elle les mêmes effets sur la durée des séjours de requérants déboutés dans le canton de Vaud que dans les autres cantons suisses ?	
77.	(10_INT_413) Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations Philippe Ducommun : <ul style="list-style-type: none"> - La prison, siège d'une plate-forme de coordination pour la commercialisation de drogue - Nos prisons sont-elles des espaces propices aux trafics de stupéfiants et à la consommation de drogues ? 	

	Objets	Commentaire
78.	(10_MOT_106) Motion Christa Calpini et consorts pour une rente-pont en faveur des seniors au bénéfice du revenu d'insertion	Séance de commission le 29.06.10 Rapport en attente, P. Martinet
79.	(328) Exposé des motifs et projets de lois modifiants - la loi sur la planification et le financement des établissements sanitaires (LPFES) - la loi sur la santé publique (LSP) - la loi d'aide aux personnes recourant à l'action médico-sociale (LAPRAMS) et Rapport du Conseil d'Etat sur le postulat François Payot au nom du groupe libéral intitulé "LPFES, bilan et rapport prospectif : une démarche essentielle"	CTSAP Séance de commission le 07.12.10
80.	(345) Exposé des motifs et projet de décret autorisant le Conseil d'Etat à accorder la garantie de l'Etat pour des crédits hypothécaires, intervenus depuis août 2008 et à venir d'ici juin 2011, d'institutions reconnues d'utilité publique accueillant des personnes adultes en situation de handicap ou en grandes difficultés sociales	CTSAP Séance de commission le 11.02.11
81.	(351) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : - Maximilien Bernhard et consorts pour un bilan de la politique cantonale en matière de prévention et de lutte contre les toxicomanies et - Philippe Leuba et consorts demandant l'adoption d'un cadre légal interdisant ou tout au moins régissant la pose et le recours aux distributeurs de seringues destinées aux toxicomanes	Séance de commission le 15.02.10
82.	(10_MOT_112) Motion Frédéric Haenni et consorts demandant l'harmonisation de la loi vaudoise sur la fumée avec les pratiques des autres cantons romands permettant aux casinos les mêmes aménagements pragmatiques que ceux consentis dans les cantons de Fribourg, Jura, Genève, Valais ainsi que dans celui de Berne	Séance de commission le 05.11.10 Rapport en attente S. Apothéloz
83.	(09_INT_259) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Fabienne Despot et consorts concernant la prescription de la méthadone	
84.	(10_INT_345) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Fabienne Despot au sujet des effets de la grippe H1N1	
85.	(10_INT_381) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Maximilien Bernhard : des chercheurs du CHUV ont-ils joué aux "Apprentis sorciers" avec des cellules de foetus?	
86.	(10_INT_392) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Maximilien Bernhard et consorts : Pourquoi un tel silence autour du forum PSLA « Promotion de la santé, prévention et lutte contre les addictions ? »	
87.	(10_INT_402) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jérôme Christen et consorts intitulée "Hôpital Riviera Chablais et Musée des Beaux-Arts : pourquoi le Conseil d'Etat ne veut-il pas stimuler la création architecturale vaudoise?"	

	Objets	Commentaire
88.	(10_INT_393) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Bernard Borel : le Conseil d'Etat joue-t-il vraiment son rôle de garant de la santé publique dans la question de l'amiante?	
89.	(10_INT_416) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Catherine Roulet sur le handicap mental : Réformer en prenant en compte les différents handicaps mentaux	
90.	(10_INT_412) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc-Olivier Buffat et consort au nom des groupes RAD et LIB - Caisse de pension, bistrot social : jusqu'à quand la ville de Lausanne pourra-t-elle appeler le Conseil d'Etat à sa rescousse ?	

	Objets	Commentaire
91.	(305) Exposé des motifs et projets de lois modifiant la loi sur les impôts communaux (LCom) et la loi sur les impôts directs cantonaux (LI) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Jacques Haldy et consorts - Pour permettre aux communes de financer leurs frais d'infrastructures en cas d'adoption d'un plan d'affectation	RC ok
92.	(331) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur le plan de protection de Lavaux du 12 février 1979 (LLavaux) et la carte qui en fait partie intégrante et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Vincent Chappuis demandant au Conseil d'Etat de procéder à une révision de cette loi	Séance de commission le 04.02.11
93.	(332) Exposé des motifs et projet de décret ordonnant la convocation des électeurs pour se prononcer sur l'initiative populaire "Pour le droit à un salaire minimum"	Séance de commission le 22.11.10 Rapports en attente maj. R. Courdesse min. A. Chatelain
94.	(341) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Albert Chapalay et consorts demandant au Conseil d'Etat de réévaluer les propositions du rapport Furger en relation avec, notamment, les décisions désastreuses de ne plus considérer le territoire de la commune de Château-d'Oex au titre de domaine skiable vaudois	Séance de commission le 31.01.11
95.	(09_POS_143) Postulat Grégoire Junod et consorts pour un plan d'action de lutte contre la sous enchère salariale en lien avec la sous-traitance	RC ok
96.	(09_POS_167) Postulat Edna Chevalley et consorts concernant les problèmes de santé et sécurité au travail (09_MOT_087) Motion Grégoire Junod et consorts concernant la lumière naturelle au travail et demandant de traiter le problème à la source	RC ok
97.	(10_POS_185) Postulat Yves Ferrari et consorts - Une journée hebdomadaire sans viande ni poisson... un pas alimentaire vers la société à 2'000 W	RC maj. et min ok
98.	(10_POS_189) Postulat Grégoire Junod et consorts au sujet du soutien à la formation professionnelle des chômeurs et des moyens mis à disposition	RC ok
99.	(10_POS_207) Postulat Jacques Nicolet et consorts - Redonnons vie au coeur de nos villages en densifiant l'habitat dans les volumes construits	Séance de commission le 13.12.10
100.	(10_POS_209) Postulat Philippe Ducommun et consorts - A quand des mesures pour réglementer les sports extrêmes	Séance de commission le 10.12.10

	Objets	Commentaire
101.	(10_POS_213) Postulat Jean-François Cachin et consorts - Une nouvelle réaffectation du P+R provisoire de Vennes	Séance de commission le 10.01.11
102.	(10_POS_218) Postulat Olivier Epars et consorts invitant le Conseil d'Etat à promouvoir l'agriculture biologique dans les domaines propriété de l'Etat de Vaud	Séance de commission le 21.01.11
103.	(09_INT_310) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Michèle Gay Vallotton et consorts concernant les nanoparticules et la sécurité au travail	
104.	(10_INT_326) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alexis Bally et consort concernant LLavaux	
105.	(09_INT_316) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Favez relative à la multiplication des obstacles à un accès public étendu aux rives du lac Léman	
106.	(10_INT_350) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alette Rey-Marion au nom du groupe UDC : Haras national d'Avenches, soixante places de travail et la responsabilité de la génétique de la dernière race chevaline indigène menacées !	
107.	(10_INT_360) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Félix Glutz demandant quelles sont les conséquences de la libre circulation des personnes pour le canton de Vaud	
108.	(10_INT_388) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Isabelle Chevalley - Assez d'obstruction administrative à la pose des panneaux solaires!	

	Objets	Commentaire
109.	(312) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative législative Jean-Michel Dolivo et consorts visant à mettre hors-la-loi le dumping social et salarial pour les entreprises sous-traitantes dans l'adjudication des marchés publics Contre-projet de loi modifiant la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics	RC ok
110.	(337) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Philippe Randin et consorts sur la tradition vernaculaire de l'utilisation des tavillons	Séance de commission le 10.12.10
111.	(343) Exposé des motifs et projets de décrets - accordant un prêt sans intérêts de 158'500'000 francs aux Chemins de fer fédéraux (CFF SA) pour le préfinancement de la 4ème voie Lausanne-Renens ainsi que des points de croisement de Mies et Chambésy; - autorisant le Conseil d'Etat à procéder à des avances de fonds de 34'800'000 francs aux Chemins de fer fédéraux (CFF SA) pour les études de développement de la ligne ferroviaire Lausanne-Genève; - accordant au Conseil d'Etat un crédit d'études de 1'100'000 francs pour la modernisation des accès aux trains en gare de Renens; et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : - des groupes socialiste, radical, les Verts, libéral, Alliance du centre et A gauche toute ! : 3ème voie CFF Lausanne-Genève - Le Canton doit s'engager ! (08_POS_054) - Ginette Duvoisin : Dynamiser les transports publics, aussi dans les régions décentralisées du canton, par la mise en oeuvre rapide du développement du RER vaudois (10_POS_183)	Séance de commission le 22.11.10 Rapport en attente F. Cherix
112.	(352) Exposé des motifs et projet de décret modifiant le décret du 24 mai 1954 créant un fonds de roulement « Véhicules à moteur de l'administration cantonale »	COFIN Séance de commission le 20.01.11
113.	(353) Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit d'ouvrage de CHF 7'000'000.- pour les travaux de renouvellement des installations électromécaniques des galeries de Cheseaux, RC 401 et de Marcolet, RC 82, commune de Crissier	Séance de commission le 14.12.10
114.	(355) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 16'602'600.- pour le financement des travaux de rénovation du bateau historique « Vevey », du bateau « Ville de Ge-nève » et des travaux d'assainissement du chantier naval de la Compagnie générale de navigation sur le lac Léman (CGN), à Ouchy-Lausanne et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Laurent Baillif et consorts - Rénovations CGN : Ne pas retarder des investissements dont l'impact est essentiel dans de nombreux domaines	Séance de commission le 14.01.11
115.	(10_POS_196) Postulat Philippe Ducommun et consorts - A quand le retour aux 120 kilomètres à l'heure pour le contournement autoroutier de Lausanne	RC ok

	Objets	Commentaire
116.	(10_POS_199) Postulat Michele Mossi et consorts demandant la définition d'une vision de développement du noeud intermodal centré autour de la gare ferroviaire de Lausanne	Séance de commission le 15.10.10 Rapport en attente, S. Apothéloz
117.	(10_INT_352) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Christophe Schwaab et consorts : Quels effets la politique de grippe-sous de la Confédération aura-t-elle sur les transports publics vaudois?	
118.	(10_INT_371) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jérôme Christen et consorts relative aux procédures d'appel d'offres nécessaires à une saine gestion des deniers publics - Cas du Home du Vallon à La Tour-de-Peilz	
119.	(10_INT_370) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jacques-André Haury et consorts: "L'arrogance manifestée par un employé de l'Etat mérite-t-elle un blâme?"	
120.	(10_INT_398) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Pierre-Yves Rapaz - A quand une décentralisation du service informatique de l'Etat de Vaud en France voisine ?	
121.	(10_INT_408) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-François Cachin - Pour quelle date un nouveau revêtement sur la chaussée de la RC 559 C, le Mont - le Chalet-à-Gobet	
122.	(10_INT_327) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Grégoire Junod et consorts concernant l'extension de la communauté tarifaire Mobilis - les usagers vont passer à la caisse	
123.	(10_INT_406) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alexis Bally - Les pellets nouveaux arrivent	

	Objets	Commentaire
124.	(304) Exposé des motifs et projet de décret portant sur la validité de l'initiative populaire cantonale "Pour un rabais d'impôt qui protège les assuré-e-s plutôt que les actionnaires" du 24 août 2009	Séance de commission le 02.12.10
125.	(326) Rapport sur la politique des Ressources Humaines 2011-2015 et rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : <ul style="list-style-type: none"> - Philippe Leuba visant à obtenir un rapport sur les rémunérations effectives moyennes des différentes fonctions existantes dans l'administration vaudoise, sur leur niveau en comparaison avec celles allouées dans les autres administrations cantonales et avec celles octroyées dans le secteur privé (04/POS/128) - Mireille Aubert et consorts pour un congé adoption (07/POS/020) - du groupe libéral demandant une feuille de route pour la législature sur le flux du personnel de l'Etat (07/POS/033) - Sandrine Bavaud et consorts pour une véritable politique du personnel (08/POS/101) et Réponses du Conseil d'Etat Grand Conseil aux interpellations : <ul style="list-style-type: none"> - Stéphanie Apothéloz : Quelles réponses aux revendications de la journée de l'égalité des salaires entre femmes et hommes (Equal Pay Day) du 10 mars 2009 ? (09/INT/204) - Yves Rapaz : Quelle est la croissance et la charge des Equivalents Temps Plein «ETP» à l'Etat de Vaud, au cours de ces dernières années, en comparaison intercantonale ? (09/INT/305) 	Séance de commission le 13.02.11
126.	(10_MOT_095) Motion François Brélaz au nom du groupe UDC demandant au Conseil d'Etat de prendre en considération le montant annuel des subsides d'assurance-maladie lors de l'établissement des déclarations fiscales (10_MOT_098) Motion Eric Bonjour et consorts intitulée - Une aide sociale = une déclaration d'impôt remplie et signée. La thématique est que chaque contribuable vaudois doit remplir une déclaration d'impôt afin de permettre à l'Etat de le taxer en fonction de ses éléments de fortune et de revenu pour bénéficier de l'aide sociale	RC maj. + min. ok RC ok
127.	(10_MOT_102) Motion Philippe Deriaz et consorts invitant le Conseil d'Etat à créer dans son administration de nouvelles places d'apprentissage, destinées en priorité aux écoliers issus de voies défavorisées sur le marché actuel de l'emploi	RC ok
128.	(10_MOT_113) Motion Grégoire Junod et consorts pour une loi sur les projets d'agglomération et la constitution d'un fonds cantonal d'investissement	Séance de commission le 20.12.10
129.	(10_MOT_117) Motion Béatrice Métraux et consorts demandant l'inscription dans la loi sur les finances (LFin) d'indicateurs permettant de mieux comprendre la démarche budgétaire et d'oeuvrer dans le sens de la continuité et de l'efficacité de l'action étatique	COFIN Séance de commission le 20.01.11
130.	(10_POS_179) Postulat Marc-Olivier Buffat et consorts intitulé La vidéosurveillance doit être surveillée... et encouragée	RC ok

	Objets	Commentaire
131.	(10_POS_184) Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts concernant le harcèlement psychologique et sexuel ainsi que la souffrance au travail dans la fonction publique vaudoise et demandant de renforcer les protections des employé-e-s	RC maj. + min. ok
132.	(10_POS_187) Postulat Jean Christophe Schwaab et consorts au nom du groupe socialiste au sujet de l'inspection fiscale, bilan et perspectives au-delà des promesses non tenues	RC maj. + min. ok
133.	(10_POS_214) Postulat Jean-Jacques Truffer et consorts - Le partenariat public-privé, un mode de financement à valoriser	Séance de commission le 17.01.11
134.	(10_POS_215) Postulat François Payot et consorts - Pour un partage stimulant de la part cantonale de la RPLP avec les communes	Séance de commission le 17.01.11
135.	(10_INI_036) Initiative législative constitutionnelle Pierre-Yves Rapaz et consorts demandant une modification de la Constitution du Canton de Vaud à son article 166 et visant la suppression de la Cour des comptes (10_MOT_109) Motion Cesla Amarelle et consorts demandant une réforme de la Cour des comptes aux fins d'en améliorer son efficacité (10_INI_037) Initiative constitutionnelle Frédéric Borloz au nom du groupe radical demandant une modification des principes relatifs au contrôle externe des politiques publiques inscrits à l'article 166 de la Constitution du Canton de Vaud (10_POS_192) Postulat Philippe Martinet au nom du groupe des Verts pour consolider l'ancrage de la Cour des Comptes dans le système de contrôles de l'action publique (10_POS_201) Postulat Maximilien Bernhard et consorts au nom du groupe AdC demandant au Conseil d'Etat de transformer la Cour des comptes en une instance inter-cantonale	Séance de commission le 9.12.10
136.	(09_INT_291) Réponse du Conseil à l'interpellation Jean-Michel Dolivo et consort concernant la réinsertion professionnelle	
137.	(09_INT_313) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Bertrand Clot intitulée - Après les débats cantonaux partisans sur les forfaits fiscaux, voici venu dans notre pays le temps de la course à l'amnistie fiscale à bon marché	
138.	(10_INT_340) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Favez relative à l'évolution du système de l'imposition d'après la dépense	
139.	(09_INT_309) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero et consorts concernant la santé au travail au sein de l'ACV et s'interrogeant sur le bilan des mesures prises à ce jour et les pistes pour demain	
140.	(10_INT_343) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc-Olivier Buffat concernant l'imposition d'après la dépense, quel avenir et quels enjeux pour le Canton de Vaud	

	Objets	Commentaire
141.	(10_INT_378) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Marie Surer et consorts demandant des précisions sur les processus lors de publications de données du SCRIS	
142.	(09_INT_246) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Yves Pidoux demandant si le fichage et listage de recourants par le SPEV est bien légal	
143.	(09_INT_317) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jacques Nicolet concernant les contrats d'assurance LAA de l'Etat et demandant pourquoi ne pas faire des économies lorsque cela est possible	
144.	(10_INT_357) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation André Chatelain demandant si le manque de moyens de certaines justices de paix est une échappatoire	
145.	(10_INT_401) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Véronique Hurni - Pénurie d'enseignants (1) titrés pour les remplacements	
146.	(10_INT_414) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Brélaz - Pourquoi les enseignants retraités sont-ils exclus des remplacements ?	

	Objets	Commentaire
147.	<p>(342) Exposé des motifs et projets de budgets (EMPD N° 2) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des charges et des revenus de fonctionnement de l'Etat de Vaud pour l'année 2011 - d'investissement pour l'année 2011 et plan 2012-2014 et <p>Rapport partiel du Conseil d'Etat sur le Programme de législature 2007-2012 et l'actualisation de la planification financière et de l'endettement 2012-2015et</p> <p>Exposés des motifs et projets de loi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - modifiant la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux (LI) - modifiant la loi du 27 février 1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations (LMSD) - modifiant la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LCom) - modifiant la loi du 26 septembre 1989 sur les Retraites Populaires (LRP) - modifiant la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative (LPA-VD) et <p>Exposés des motifs et projets de décret :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fixant le montant limite des nouveaux emprunts contractés par l'Etat de Vaud pour l'exercice 2011, - autorisant la conclusion d'emprunts en 2011 avec décaissement décalé en 2012 et visant à décaler les emprunts arrivant à échéance en 2013 sur les années 2014 à 2020 - fixant, pour l'exercice 2011, les montants maximaux autorisés des engagements de l'Etat par voie de prêts, de cautionnements et d'arrière-cautionnements conformément à la loi du 12 juin 2007 sur l'appui au développement économique (LADE) et <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Albert Chapalay et consorts demandant au Conseil d'Etat de présenter au Grand Conseil, un calendrier des opérations législatives permettant à ce dernier d'examiner le projet de budget annuel au plus tard à partir du début du mois de novembre et</p> <p>Réponse du Conseil d'Etat sur l'interpellation Michèle Gay Valotton et consorts sur l'application de l'art. 8 de la Loi sur les finances ou comment les comptes excédentaires de l'Etat permettent de financer des charges nouvelles</p>	<p>3^{ème} débat</p>

GRAND CONSEIL

	Objets	Commentaire
148.	(09_INI_019) Initiative législative du Bureau du Grand Conseil rédigée en termes généraux consistant à proposer une révision partielle de la loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007 ainsi que de son règlement d'application du 29 mai 2007 en vertu de l'article 111 de la Constitution vaudoise du 14 avril 2003	<i>EMPL de la commission reçu</i>

Lausanne, le 16 décembre 2010.

Secrétariat général du Grand Conseil